



HAL
open science

La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique?

Samuel Rufat

► **To cite this version:**

Samuel Rufat. La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique?. Sabine Chardonnet-Darmaillacq, Éric LESUEUR, Dinah LOUDA, Cécile MAISONNEUVE, Chloë VOISIN-BORMUTH. Villes et territoires résilients. Colloque de Cerisy, Editions Hermann, pp.79-94, 2020, 9791037003560. hal-03146354

HAL Id: hal-03146354

<https://hal.science/hal-03146354>

Submitted on 28 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique ?

Samuel Rufat, samuel.rufat@u-cergy.fr

Rufat S. (2020). La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique ? In Sabine Chardonnet Darmaillacq (dir). *Villes et Territoires Résilients*. Paris : Éditions Hermann, 79-94. <https://www.editions-hermann.fr/livre/9791037003560>

Résumé : La Nouvelle Orléans est présentée comme un modèle de résilience urbaine. Et en même temps, les habitants prennent le contre-pied des discours officiels et s'opposent à la résilience. Et en même temps, les enquêtes font apparaître la ville comme un contre-exemple de résilience urbaine. Cette superposition de discours contradictoires devrait pouvoir se résoudre à l'épreuve des faits. Mais la situation est paradoxale : d'un côté les organisations internationales promeuvent la résilience avec d'importants enjeux financiers ; de l'autre, elles reconnaissent qu'il n'est pas possible d'estimer la résilience, de s'assurer que les méthodes mesurent bien la résilience. Si la résilience urbaine est un indécidable, comment et pourquoi l'implémenter dans les politiques publiques ? Et s'il est aussi difficile de s'interroger sur la résilience à quel prix, la résilience urbaine est-elle imperméable à la critique ?

Dix ans après Katrina, le président Obama est allé à La Nouvelle Orléans le 28 août 2015 pour commémorer la catastrophe, mais surtout pour faire de la ville l'archétype de la résilience urbaine : *« If Katrina was initially an example of what happens when government fails, the recovery has been an example of what's possible when everybody keeps working together as true partners. After the storm, this city became a laboratory for urban innovation across the board, a model for the nation when it comes to disaster response and resilience (...) The extraordinary resilience of this city is an example of what is possible when, in the face of tragedy and in the face of hardship, good people come together to lend a hand, and, brick by brick, block by block, neighborhood by neighborhood, you build a better future (...) Because the project of rebuilding here wasn't just to restore the city as it had been, it was to build a city as it should be. A city where everyone, no matter what they look like, how much money they got, where they come from, where they're born, has a chance to make it (...) And along the way, the people of New Orleans didn't just inspire me, you inspired all of America. Folks have been watching what's happened here, and they've seen a reflection of the very best of the American spirit. »*

La Nouvelle Orléans, une indécidable résilience

En même temps, une campagne d'associations locales a couvert le centre ville d'affiches prenant le contre-pied du discours officiel : *« Stop calling me resilient. Because every time you say, "Oh, they're resilient" that means you can do something else to help me. I am not resilient. »* Les associations, et notamment Tracie Washington au Louisiana Justice Institute, essayent de proposer des alternatives à la rhétorique de la résilience, en demandant autre chose que la reconstruction : un environnement juste, équitable et sain y compris pour les plus modestes et les familles afro-américaines, une éducation de qualité et des soins accessibles. Parce que se focaliser sur la résilience revient pour ces associations à accepter, à se résigner aux dégradations environnementales, aux privations, stress et crises à venir, comme une injonction à s'y adapter, au lieu de résoudre plutôt les problèmes de fond qui les produisent, de changer la donne, de faire en sorte que la résilience ne soit tout simplement plus nécessaire (Kaika, 2017).

Et en même temps, un sondage de la Louisiana State University en août 2015 a révélé que 60 % des afro-américains estiment qu'ils n'ont pas récupéré après la catastrophe, alors que près de 80 % des blancs déclarent qu'ils s'en sont remis (Henderson *et al.*, 2015). Mais l'ensemble des résidents s'accorde pour déclarer à plus de 60 % qu'ils n'ont pas eu leur mot à dire dans le processus de reconstruction. L'enquête montre par ailleurs que si un quart des résidents sont arrivés après la

Rufat S. (2020). La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique ? In Sabine Chardonnet Darmaillacq (dir). *Villes et Territoires Résilients*. Paris : Éditions Hermann, 79-94.

catastrophe, il s'agit d'une population différente, plus jeune, plus éduquée, plus riche et avec une moindre représentation des minorités. Ces chiffres contrastent beaucoup avec les discours officiels : les résidents déclarent qu'ils n'ont pas eu leur mot à dire, que la ville et l'État n'ont pas reçu leur juste part d'aides, les minorités qu'elles ne se sont pas remises, alors que la catastrophe donne lieu à un remplacement de population, une sorte de gentrification post-catastrophe, plus qu'un modèle de résilience urbaine.

Ces dissonances sont importantes car la catastrophe Katrina et la reconstruction de la Nouvelle Orléans ont été érigées en modèle de la résilience urbaine, dans les programmes des organismes internationaux, par exemple la campagne *Making Cities Resilient* des Nations Unies depuis 2009, comme dans ceux des financeurs privés, notamment le programme *100 Resilient Cities* de la Rockefeller Foundation depuis 2013 (Cutter, 2016). A la Nouvelle Orléans, ces dissonances sont présentes dès le début, du fait de l'accumulation de plans contradictoires, de l'absence d'élus au sein des organismes chargés de la reconstruction, de l'appel massif à des firmes extérieures, renforçant la conviction que les choix à l'échelle des quartiers n'ont pas été pris en compte, et conduisant à un désinvestissement des résidents, d'autant plus que l'intervention du gouvernement fédéral participe à la lourdeur des démarches et donne l'apparence d'une incompétence de la municipalité (Vale, 2014). Face à ces dysfonctionnements, des associations et des initiatives locales se sont substituées à la municipalité et aux agences fédérales pour fournir les ressources et les services nécessaires à la reconstruction. « Cette prise en charge par les acteurs locaux peut être lue comme l'expression d'une démocratie participative efficace, d'une citoyenneté réfléchie et proactive, comme la preuve d'une forte capacité de résilience urbaine (...) mais dans un contexte urbain marqué par de fortes disparités socio-économiques, la capacité à 'faire soi-même' et l'attachement identitaire à la communauté locale ouvrent sur la privatisation, la fermeture de l'espace urbain, la détérioration des rapports sociaux et la promotion d'un 'entre-soi' » (Hernandez, 2009).

Alors, résilience, résignation, privatisation ou gentrification ? Comment La Nouvelle Orléans peut-elle être à la fois un modèle et un contre-exemple de résilience urbaine ? Cette superposition de discours contradictoires devrait pouvoir se résoudre à l'épreuve des faits. L'expérience d'autres villes montre que derrière les grands discours, c'est la somme des arbitrages et des choix d'aménagement qui donne son contenu concret à cette résilience urbaine sur chaque territoire, en mettant l'accent soit sur les infrastructures critiques et la reconstruction du bâti, et/ou sur les services urbains, l'amélioration des systèmes de protection, la réduction des vulnérabilités, la démocratie locale, le vivre ensemble, les modes de production de la ville et l'urbain, avec souvent des effets contrastés en termes de justice environnementale et d'inégalités sociales (Meerow *et al.*, 2016a). Il est donc primordial, non seulement de savoir de quelle résilience on parle (Reghezza *et al.*, 2012), mais aussi de mesurer l'écart entre les discours et les réalisations concrètes, le résultat final du tissage des choix et des arbitrages qui font la ville et l'urbanité, pour résoudre cette superposition des discours et des interprétations contradictoires.

L'impossible validation du diagnostic de résilience

C'est parce que les discours de la résilience viennent appuyer des choix d'aménagement, des levées de fonds publiques et privées, les programmes des organisations internationales, justifier ou imposer des politiques publiques qu'il semble important de s'accorder sur les diagnostic et sur les mesures de la résilience urbaine. Malheureusement, la situation est assez paradoxale : d'un côté les organisations internationales font la promotion de la résilience avec d'importants enjeux financiers ; de l'autre, elles reconnaissent à qu'il n'est pas possible d'estimer la résilience, ou en tout cas de valider les différentes méthodes pour s'assurer qu'elles mesurent bien la résilience (Rufat, 2018).

Rufat S. (2020). La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique ? In Sabine Chardonnet Darmaillacq (dir). *Villes et Territoires Résilients*. Paris : Éditions Hermann, 79-94.

Dans leur rapport *Disaster resilience measurements, stocktaking of ongoing efforts in developing systems for measuring resilience*, les Nations Unies distinguent six phases dans le développement d'outils d'estimation et de mesure de la résilience (Tableau 1). En 2014, les Nations Unies présentent des exemples d'outils ayant déjà atteint chacune des cinq premières étapes, mais soulignent toutefois que « *no general measurement framework for disaster resilience has been empirically verified yet* » (UN, 2014, p.19). Depuis, le nombre d'indicateurs, d'indices et de mesures de la résilience a considérablement augmenté (Meerow *et al.*, 2016b), mais le manque d'accord sur ce que signifie la résilience et le développement de théories et de modèles séparés, souvent sans liens avec les modèles antérieurs, a laissé le champ « désordonné » (Lisa *et al.*, 2015). C'est la difficulté d'accès aux données qui expliquerait l'impossibilité d'aboutir à une métrique « universelle » (Zhang *et al.*, 2018). Certains auteurs soulignent que les indices et indicateurs de résilience ne donnent qu'une direction approximative et non une « preuve scientifique » (Lisa *et al.*, 2015). Le verrou de la validation empirique n'a toujours pas été surmonté, mais quelles seraient les conditions de validation des outils, estimations et mesures de la résilience ?

Tableau 1 : Les 6 phases de maturation des mesures de la résilience selon les Nations Unies

	Levels of empirical knowledge	Examples
Phase 1	A theoretic framework for measuring resilience exists, but no indicators are defined yet	MCEER 4R Resilience framework, University at Buffalo
Phase 2	A theoretic framework exists and at least some potential indicators are suggested to measure disaster resilience	Post-2015 indicators for Disaster Risk Reduction by the UNISDR
Phase 3	A clear indicator framework based on a theoretic framework has been defined, but data for the indicators is not collected systematically	Country Resilience Rating by the World Economic Forum; Community Based Resilience Analysis (CoBRA), UNDP
Phase 4	As above, but at least some data for the indicators or data for a limited geographic area has been collected	Baseline Resilience Indicators for Communities (BRIC), University of South Carolina
Phase 5	As above, but the data collection for the indicators is institutionalized and data is collected regularly	Resilience Capacity Index (RCI), University at Buffalo Regional Institute; Maplecroft's Socio-Economic Resilience Index (<i>but data not public</i>)
Phase 6	The measurement has been empirical verified	<i>to our knowledge, no general measurement framework for disaster resilience has been empirically verified yet</i>

Source : UN, 2014

Les approches de la mesure, l'évaluation ou l'estimation de la résilience face aux catastrophes et changements climatiques se regroupent en trois principales démarches méthodologiques. Les approches *top-down* sont les plus développées. Elles sont davantage quantitatives avec la mobilisation de bases de données étatiques, nationales ou internationales. Elles permettent des approches normalisées et facilitent les comparaisons, en développant des indicateurs et indices

Rufat S. (2020). La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique ? In Sabine Chardonnet Darmaillacq (dir). *Villes et Territoires Résilients*. Paris : Éditions Hermann, 79-94.

synthétiques (Cutter, 2016). Les méthodes plus connues sont l'index BRIC (*Baseline Resilience Indicators for Communities*) qui repose sur 42 variables, le CDRI (*Climate Disaster Resilience Index*) avec 125 variables, et le RCI (*Resilience Capacity Index*) avec 12 indicateurs. Leurs choix méthodologiques et leurs hypothèses sont rarement expliqués, parfois le cadre théorique retenu n'est même pas précisé (Windrel, 2014). Le choix de l'échelle de l'analyse est souvent dicté par la disponibilité des données. La sélection des indicateurs et dimension de la résilience s'appuie sur les études précédentes, avec une course à la surenchère, comme si l'ajout de toujours plus de données ou de dimensions était une garantie de qualité ou de validité de la construction de l'outil de mesure.

Les approches *bottom-up* sont plus qualitatives, avec des études de cas, une implication des acteurs locaux, avec des choix méthodologiques adaptés aux terrains et aux acteurs concernés (Pfefferbaum *et al.*, 2015). Ces approches soulignent souvent la résilience des institutions, des communautés et les structures de gouvernance avec des *focus groups* ou des échantillons des populations concernées. Il en résulte des études de cas parfois très fouillées, reposant sur les savoirs locaux, mais qu'il est difficile de comparer du fait de la variabilité des méthodes, des données, et des significations de la résilience d'un contexte à un autre. Des outils « prêt à l'emploi » ont aussi été développés avec des « notes », des « scores » ou des descripteurs comme « excellent » ou « mauvais » pour une liste de thèmes, des listes de contrôle ou fiches d'évaluation, comme CART (*Communities Advancing Resilience Toolkit*), CoBRA (*Community Based Resilience Analysis*) ou le UNISDR Resilient Cities (UNISDR 2015).

Enfin, les approches mixtes essayent de combiner les deux approches précédentes pour tâcher de surmonter leurs difficultés et limites. Certaines estimations de la résilience reposent sur des approches dites « participatives » ou « mixtes » : des entretiens avec les populations locales ou plus souvent avec des experts permettent de sélectionner les dimensions de la résilience à prendre en compte, les variables pour représenter chaque dimension, classer les indicateurs, et/ou pondérer les variables. Un score est ensuite produit en fonction de la quantité ou de la fréquence à laquelle les éléments sont mentionnés par les acteurs, comme pour le *Oxfam Resilience Measurement* ou le LRI (*Livelihoods Resilience Index*) de la FAO.

Il existe plusieurs dimensions de la validation théorique à la validation empirique, qui permettraient de s'assurer que ces méthodes, diagnostics et mesures sont assez cohérentes et robustes pour l'aide à la décision et *in fine* départager les interprétations contradictoires. La validation théorique vise à examiner si une estimation, une mesure ou un modèle sont conformes aux cadres théoriques qu'ils mobilisent. La validation interne cherche à vérifier que les méthodes et métriques sont cohérentes et robustes. La validation peut aussi passer par l'usage, comme dans le cas du produit intérieur brut (PIB) ou de l'indice de développement humain (IDH). Ces outils sont critiqués, mais ils se sont imposés comme des références. La validation a également une dimension d'acceptation qui garantit que les résultats seront partagés par les personnes ou les groupes concernés. Enfin la validation externe fait appel à des données indépendantes, sur d'autres échantillons (validité de la population), d'autres groupes, territoires, contextes ou temps (validité écologique), ou bien en confrontant les résultats à d'autres observations (validation empirique). La validation empirique nécessite une nouvelle phase d'observation ou des données de contrôle permettant de confronter les résultats pour vérifier qu'ils correspondent bien à ce qui est par ailleurs observable sur le terrain et qu'ils mesurent bien ce qu'ils déclarent mesurer.

Il n'existe pour l'instant que trois études s'inscrivant dans cet objectif et aucune n'est parvenue à une validation empirique. L'indice CDRI a fait l'objet d'une tentative de validation sur une étude de cas empirique au Texas. Mais en confrontant l'indice de résilience aux dommages et aux décès l'étude semble montrer qu'il mesure en fait la vulnérabilité ou l'exposition aux catastrophes (Peacock *et al.*,

Rufat S. (2020). La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique ? In Sabine Chardonnet Darmaillacq (dir). *Villes et Territoires Résilients*. Paris : Éditions Hermann, 79-94.

2010). L'indice BRIC a été mobilisé sur une étude de cas empirique dans le Mississippi (Burton, 2015). Mais en essayant d'extrapoler la récupération (*recovery*) en classant des photos prises pendant et après Katrina, la démarche ne parvient pas à valider les résultats. Une comparaison de plusieurs indices de vulnérabilité et de résilience a été menée dans une étude de cas sur le Golfe du Mexique de 2000 à 2012, soit avant et après Katrina (Tableau 2). Les auteurs ont cherché à valider les 3 indices de résilience les plus connus (*Baseline Resilience Indicators for Communities, Climate Disaster Resilience Index, Resilience Capacity Index*) et les deux principaux de vulnérabilité, le SoVI (*Social Vulnerability Index*) et le SVI (*CDC's Social Vulnerability Index*) avec les dommages, les décès et les déclarations de sinistres. Les résultats de leurs régressions montrent soit qu'il n'y a pas de relation significative, soit une relation positive contraire à celle attendue : plus la mesure de la résilience augmente, plus les dommages ou les effets des catastrophes augmentent, c'est donc bien plus la vulnérabilité que la résilience qui est mesurée. Les auteurs concluent que « *while some indices may be well substantiated by theory, the five top disaster indices do not perform as expected when validating index performance* » (Bakkensen et al., 2017, p.16).

Tableau 2 : La difficile validation des indices de vulnérabilité et de résilience

	Property damage	Fatalities	Disaster declarations
BRIC	+	<i>pas de relation</i>	+
CDRI	-	<i>pas de relation</i>	<i>pas de relation</i>
RCI	<i>pas de relation</i>	<i>pas de relation</i>	<i>pas de relation</i>
SoVI	+	<i>pas de relation</i>	+
SVI	+	<i>pas de relation</i>	<i>pas de relation</i>

Source : Bakkensen et al., 2017

Le *Maplecroft's Socio-Economic Resilience Index* serait parvenu à la dernière étape avant la validation empirique (Tableau 1) même si leurs méthodes ou leurs données ne sont pas publiques, ce qui rend toute validation impossible. Le BRIC en serait à l'étape antérieure et si sa validation empirique reste problématique (Tableau 2), c'est l'une des mesures les mieux adossées à un cadre théorique (Cutter et al., 2008), vérifiant la phase de validation théorique, et dont les méthodes ont été discutées sur plusieurs études de cas (Cutter et al., 2010), lui permettant de passer l'étape de validation interne. Ensuite, les diagnostics et mesures portés par les agences des Nations Unies pourraient parvenir à une validation par l'usage ou la notoriété, mais au lieu de s'accorder, chaque organisation régionale développe ses propres outils et mesures comme si les autres n'étaient pas fiables. Enfin, les approches « participatives » pourraient passer l'étape de la validation par l'acceptation, mais elles reposent sur les experts pour informer les politiques publiques plutôt que sur les populations locales concernées, et elles déploient à chaque fois des choix et des méthodes différentes, comme si les précédentes n'étaient pas fiables ou opérationnelles. Quant aux diagnostics et approches rétrospectives, leur validation empirique semble plus dépendre du choix des bornes de début et de fin que du contenu de l'analyse, ce qui n'est pas robuste (Rufat, 2018).

Pour lever le verrou de la validation empirique, encore faudrait-il s'accorder sur le contenu de la récupération (*recovery*) de façon à définir des critères différents pour valider les mesures de la vulnérabilité et les mesures de la résilience, contrairement aux pratiques en cours. Il faudrait aussi faire varier les pas de temps et les échelles auxquelles revenir après un choc. Ce qui impose de remonter dans le temps pour mesurer *a posteriori* la résilience avant un choc ou un stress s'étant déjà produit il y a assez longtemps pour avoir le recul nécessaire, sans oublier de mesurer la

Rufat S. (2020). La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique ? In Sabine Chardonnet Darmaillacq (dir). *Villes et Territoires Résilients*. Paris : Éditions Hermann, 79-94.

vulnérabilité et l'exposition avant le choc pour en faire le différentiel avec la résilience. Ces conditions renvoient les approches *top-down* ou quantitatives à leurs difficultés d'accès aux données, qui s'accroissent en remontant dans le temps, et les approches *bottom-up* ou qualitatives à attendre qu'un choc, une crise, une catastrophe se produise sur leurs terrains, comme si nous étions toujours condamnés à attendre qu'il soit trop tard pour faire avancer la connaissance.

Le foisonnement actuel des méthodes et mesures de la résilience ne devrait pas ralentir à l'avenir, et il est difficile d'envisager un consensus autour d'un nombre limité d'approches, d'estimations et de métriques, parce qu'il n'est pas possible de comparer leurs mérites : la validation des mesures de la résilience semble dans les faits hors de portée. La superposition de discours et d'interprétations contradictoires de la résilience de telle ou telle ville est une conséquence logique de cette impasse.

Les ambiguïtés intrinsèques des discours de la résilience

L'impossibilité de valider les estimations et mesures de la résilience qui viennent pourtant guider et légitimer l'action ou l'inaction, révèle les limites de la « gouvernance par les outils » et montre que la résilience relève d'abord de la « gouvernementalité » (Rufat, 2011). Au-delà de son contenu immédiat proche de l'adaptation et de la reconstruction, chaque acteur tire la résilience urbaine dans son sens, en fonction de ses intérêts, de ses soutiens, de ses projets, sans qu'il soit possible de le contredire par un diagnostic plus valide. Mettre en scène le plus vite possible le succès de la reconstruction est un acte politique qui permet de glorifier la ville et ses dirigeants. Au contraire, ne pas dire la résilience peut permettre à un pouvoir de maintenir des situations d'exceptions, de désigner des coupables ou de solliciter des aides (Reghezza *et al.*, 2015b). Les mesures de la résilience, leurs choix méthodologiques, en disent plus sur les acteurs qui les mettent en place, les organisations qui les mobilisent ou les discours qu'ils appuyent que sur les villes et les territoires. À défaut de validation, ces choix révèlent des positionnements, les objectifs, décisions ou programmes que les chiffres ou diagnostics sont censés venir appuyer. C'est parce qu'elles sont des outils d'aide à la décision, de légitimation, de suivi des programmes internationaux, d'allocation des ressources à différentes échelles voire d'attribution des responsabilités que la robustesse méthodologique des mesures semble importer moins que l'alignement des résultats avec les politiques des commanditaires. Comme si chaque acteur dissimulait les impasses sous le fétichisme de la mesure, rendant indiscutable les résultats et imposant des choix politiques.

En fait, que la résilience soit nommée *a posteriori*, comme le constat administratif ou scientifique d'un processus, ou bien formulée *a priori* comme le projet d'améliorer d'une métropole, c'est d'abord un discours politique. La résilience urbaine renvoie implicitement à des questions normatives, ce qu'une « bonne » ville, une « bonne » société, de « bons » habitants doivent être. Le discours de la résilience tend à imposer une « bonne » ville qui doit être pérennisée face à une « mauvaise » ville qu'il faudrait corriger en saisissant l'opportunité des catastrophes urbaines (Rufat, 2010).

À La Nouvelle Orléans, après Katrina, les élus et les entrepreneurs ont mobilisé le discours de la résilience : « *I think we have a clean sheet to start again. And with that clean sheet we have some very big opportunities (...) Most New Orleans schools are in ruins. This is a tragedy. It is also an opportunity to radically reform the educational system and to convert public schools into charter schools (...) We finally cleaned up public housing in New Orleans. We couldn't do it, but God did it* » (cité par Klein, 2008, p.4-5). La reconstruction d'une « bonne » ville blanche, riche et dérégulée par-dessus la « mauvaise » ville noire, pauvre et sous perfusion des autorités fédérales a fait passer La Nouvelle Orléans d'une ville de locataires pauvres à une ville de propriétaires aisés, d'un tissu dense d'écoles et d'hôpitaux publics à des institutions privées, etc. Ce discours de la résilience a

Rufat S. (2020). La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique ? In Sabine Chardonnet Darmaillacq (dir). *Villes et Territoires Résilients*. Paris : Éditions Hermann, 79-94.

permis de dédouaner les élus et les entrepreneurs des responsabilités tant de la catastrophe que du choix de cette transformation radicale (Reghezza *et al.*, 2015a).

La résilience urbaine apparaît comme un horizon d'attente, une nouvelle utopie, comme une mise en récit incantatoire, voire une prophétie auto-réalisatrice, une ville ne devenant résiliente que si elle parvient à se débarrasser de tout ce qui est indésirable et à surmonter les crises. On est conduit à une logique binaire : projeter tout le positif sur la résilience et garder tout le négatif pour la vulnérabilité, qui est alors réduite à l'idée de fragilité. La résilience promet presque l'invulnérabilité, en tout cas le dépassement des dommages, en retrouvant une situation « normale » voire « meilleure » lorsque les leçons d'une catastrophe ont été tirées, avec l'opportunité de (re)construire « *better* », plus sûr, plus juste, plus efficace, etc. C'est un outil qui impose la « bonne » ville en brandissant la menace des catastrophes. C'est aussi une opportunité pour des acteurs politiques de légitimer leurs choix par une expertise irréfutable, et pour des ingénieurs d'habiller leurs solutions techniques critiquées de l'image rendue désirable d'une ville à la fois résiliente et durable. Toutefois, si la résilience est forcément « bonne », c'est une injonction qui s'impose et non une notion qui stimule la réflexion. Mais de quoi ces discours peuvent-ils détourner l'attention ?

Les discours de la résilience poussent à une réinterprétation des crises, des catastrophes et du statut de leurs victimes. Parce que la résilience suppose, dans une première étape, que les tissus urbains soient affectés, que les habitants soient meurtris, que les métropoles perdent quelque chose. Alors que perd-t-on dans la résilience ?

La résilience urbaine : qui perd gagne ?

Malgré les promesses de la résilience, les métropoles perdent bien quelque chose au cours de la crise ou de la catastrophe, et ce qu'elles perdent ce sont d'abord les bâtiments les plus fragiles, les réseaux les moins adaptés et les habitants les plus démunis. L'idée sous-jacente est que les plus vulnérables peuvent disparaître au cours d'une crise, pourvu que les autres en tirent les leçons et cherchent ensuite à s'adapter. La résilience est toxique parce qu'elle a été transposée sans précaution des écosystèmes aux sociétés. Le problème de la résilience urbaine, c'est de rendre désirable le darwinisme social (Rufat, 2011).

Avec les restrictions budgétaires et l'augmentation du coût des catastrophes, l'accent est mis sur l'implication des individus dans les processus qui conduisent à la résilience (Revet, 2009). A une vulnérabilité des sociétés, qui est largement subie par les plus démunis mais qui peut être anticipée et réduite par des dispositifs d'aide reposant sur la solidarité collective, s'oppose une résilience souhaitée, mais qui n'est observable que rétrospectivement et qui inscrit l'adaptation à l'échelle individuelle. Ce qui stigmatise les plus démunis, qui ne sont plus considérés comme des victimes, mais comme des acteurs qui doivent s'informer, se motiver et s'organiser pour agir. Ces discours imposent une responsabilité des personnes affectées par les crises, quelles que soient les interactions négatives de leur milieu social, de leur environnement, ou les bénéfices de la crise pour le reste de la société (Rufat, 2010).

La catastrophe peut alors être présentée comme une « nécessaire » purification de la « mauvaise » ville (vulnérable) pour que puisse émerger la « bonne » ville (résiliente). Il s'agit du renouveau des lectures morales des crises et des catastrophes, en passant de l'héroïsation de certains acteurs, de certaines villes, à la mise en accusation des autres, sans pour autant rechercher les causes de leur passivité ou de leur résistance. Or la catastrophe de La Nouvelle Orléans n'est pas à rechercher dans les « propriétés » de ses habitants mais dans les inégalités, le sous-investissement, ce que les discours de la résilience tendent à faire oublier ou à transformer en opportunité.

Rufat S. (2020). La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique ? In Sabine Chardonnet Darmaillacq (dir). *Villes et Territoires Résilients*. Paris : Éditions Hermann, 79-94.

Katrina a été le révélateur d'une privatisation de la gestion des risques et de leur prévention, de la substitution des entreprises aux collectivités et aux États (Reghezza *et al.*, 2015a). Milton Friedman, dans une tribune dans le *Wall Street Journal* deux semaines après Katrina, a vanté ses recettes pour faciliter la reconstruction de La Nouvelle Orléans : en faire une zone franche, y abolir le droit du travail, assouplir les régulations sur l'environnement, etc. Dès 2005, le gouvernement fédéral a distribué plus de trois milliards de dollars à des multinationales, sans appel d'offre, sous forme de contrats de distribution d'aide humanitaire, de déblaiement et de reconstruction. Les sinistrés ont été abandonnés puis condamnés à regarder impuissants des entreprises et des travailleurs extérieurs achever la destruction des logements sociaux et des services publics, pour exporter ailleurs les bénéficiaires et construire une ville de propriétaires solvables, d'écoles et d'hôpitaux privés. Cette substitution des entreprises aux collectivités les conduit à considérer les crises, la reconstruction et la résilience comme de nouveaux débouchés ordinaires. Les acteurs de l'assurance sont allés jusqu'à retourner la notion « d'aléa moral », en décalant que les gouvernements leur font une concurrence déloyale, parce que si les habitants sont sûrs qu'on va venir « gratuitement » les secourir en cas de catastrophe, ils ne sont pas incités à souscrire une assurance privée (Klein, 2008).

Il y a en fait tout à perdre dans la résilience. Quelle que soit la définition de la ville résiliente que l'on retienne, résistante, supportant fonctionner en état dégradé, facilitant une reconstruction rapide, etc. elles désignent toutes d'abord les bidonvilles. La forme urbaine la plus résiliente, c'est le bidonville, le processus le plus résilient, c'est l'économie informelle, et l'organisation la plus résiliente, c'est la confiscation du pouvoir par des gangs. Ils sont l'ordinaire de l'après catastrophe (Rufat, 2011). Ce décalage entre une « bonne » résilience, celle des discours et des projets, et une « mauvaise » résilience, passée sous silence mais qui constitue l'ordinaire des catastrophes urbaines, est préoccupant. Il y a une forme de dissonance cognitive qui nous empêche de regarder la résilience en face, alors que derrière la superposition de discours contradictoires, les promesses dont elle nous gonfle et les œillères qui nous empêchent de voir les aspects négatifs et les effets pervers, elle s'apparente à un mode de gouvernement, un outil de gouvernementalité, un ensemble de procédures de régulation des populations, de leurs comportements, en leur faisant intérioriser les normes au travers de dispositifs de sécurité (Foucault, 2004).

*

C'est donc d'abord la critique qu'il s'agit de remettre du choc. Non seulement il n'est pas possible de trancher entre les interprétations contradictoires, chaque acteur pouvant venir avec ses définitions, ses indicateurs, injonctions, critères et diagnostics sans qu'il soit possible de donner plus de validité à l'un ou à l'autre, mais en plus une dissonance cognitive nous empêche de voir les aspects négatifs, les effets pervers, les transferts de risques ou le maintien de situations toxiques. Ce qui impose d'interroger systématiquement les pratiques, de faire l'effort de déconstruire les discours et d'entendre ou de faire entendre des voix dissonantes. Car il est trop facile de dénigrer les résistances voire les refus de la résilience comme autant de résistances au changement. Et il est trop problématique de rendre indésirable le disruptif, de se résoudre à l'inévitabilité des crises et des catastrophes, qui ont des effets inégaux, de maintenir les *statut quo* toxiques, de perdre de vue le fond des problèmes pour ne traiter que les symptômes, les ensevelir sous un couvercle cosmétique, voire détourner les efforts pour défaire plutôt les résistances et dissidences.

Le problème clé est par conséquent, la résilience, à quel prix ? Qu'est-ce qu'il y a de moins désirable dans la résilience ? Que serions nous prêts à perdre pour gagner quoi ? Quelles sont les nouvelles vulnérabilités créées ? Quelles sont les dépendances produites, les contre-productivités inattendues et

Rufat S. (2020). La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique ? In Sabine Chardonnet Darmaillacq (dir). *Villes et Territoires Résilients*. Paris : Éditions Hermann, 79-94.

les vulnérabilités transférées par les solutions technologiques, techniques ou organisationnelles espérées ? La résilience pour quelque uns, la résilience pour qui ? Quels sont les effets pervers sur les voisins, les autres acteurs, sur les autres échelles ? L'autre question à poser systématiquement est qui dit la résilience, quelle résilience et pourquoi. Pourquoi la dire ? Pourquoi faire ? Qu'est ce que cela nous apprend ? Qu'est ce que cela nous fait faire ? Qu'est ce que la résilience permet de penser de plus qu'il ne serait pas possible de traiter avec la complexité, l'adaptation et la durabilité ? Il faut déconstruire les politiques et les discours en leur opposant méthodiquement cinq questions: la résilience de qui, de quels segments de la société, avec quelle justice sociale, environnementale et spatiale? La résilience quand, sur quelle génération? La résilience où, dans quels territoires? La résilience pourquoi, selon quels choix et quelle gouvernance? La résilience comment, avec quels moyens de s'assurer que les outils mis en place correspondent bien aux objectifs? Et si la résilience urbaine est un indécidable, comment et pourquoi l'implémenter dans les politiques publiques ? Il faut donc demander à chaque acteur ce que la résilience leur apporte et pourquoi mobiliser la résilience plutôt que l'adaptation, la durabilité, la réduction des vulnérabilités ou des inégalités, d'autant plus que les enquêtes montrent que ce n'est pas la résilience que les populations trouvent le plus désirable, moins anxiogène ou plus positif, mais le développement durable (Meerow, 2018).

Alexander D. E. (2013). Resilience and disaster risk reduction: an etymological journey. *Nat Hazards Earth Syst Sci* 13(11): 2707–2716.

Bakkensen, L. A., Fox-Lent, C., Read, L. K., Linkov, I. (2017). Validating resilience and vulnerability indices in the context of natural disasters. *Risk analysis*, 37(5), 982-1004.

Burton CG, 2015, A validation of metrics for community resilience to natural hazards and disasters using the recovery from Hurricane Katrina, *Annals of the American Association of Geographers*, vol.105, n°1, p.67–86.

Cutter, S. L. (2016). The landscape of disaster resilience indicators in the USA. *Natural hazards*, 80(2), 741-758.

Cutter et al. (2010) Disaster Resilience Indicators for Benchmarking Baseline Conditions. *Journal of Homeland Security and Emergency Management* 7, no 51, p.24-29.

Cutter, S. Barnes, L. Berry, M. et al. (2008) A place-based model for understanding community resilience to natural disaster, *Global Environmental Change* 18(4): 598-606.

Davis M. (2006). *Planet of Slums*, New York: Verso.

Foucault M., 2004, *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France*. Paris, Seuil.

Henderson, M., Davis, B., Climek, M. (2015). *Views of recovery ten years after Katrina and Rita*. Baton Rouge: Louisiana State University Reilly Center for Media & Public Affairs.

Hernandez, J. (2009). The Long Way Home: une catastrophe qui se prolonge à La Nouvelle-Orléans, trois ans après le passage de l'ouragan Katrina. *L'Espace géographique*, 38(2), 124-138.

Kaika, M. (2017). 'Don't call me resilient again!': the New Urban Agenda as immunology... or... what happens when communities refuse to be vaccinated with 'smart cities' and indicators. *Environment and Urbanization* 29(1), 89-102.

Klein N. (2008). *The Shock Doctrine*. London: Penguin Books.

Lisa et al. (2015). *A comparative overview of resilience measurement frameworks analysing indicators and approaches*. ODI.

Meerow, S., (2018). Positively resilient? Public perceptions of urban resilience. *Communication at the AAG Annual Meeting*. New Orleans, April 12, 2018.

Meerow, S., Newell, J. P. (2016a). Urban resilience for whom, what, when, where, and why? *Urban Geography*, 1-21.

Meerow, S., Newell, J. P., Stults, M. (2016b). Defining urban resilience: A review. *Landscape and urban planning*, 147, 38-49.

- Rufat S. (2020). La résilience urbaine est-elle imperméable à la critique ? In Sabine Chardonnet Darmaillacq (dir). *Villes et Territoires Résilients*. Paris : Éditions Hermann, 79-94.
- Peacock WG, Brody SD, Seitz WA, Merrell WJ, Vedlitz A, Zahran S, Harriss RC, Stickney RR (2010) *Advancing the resilience of coastal localities: developing, implementing and sustaining the use of coastal resilience indicators*. Hazard Reduction and Recovery Center, Texas.
- Pfefferbaum B, Pfefferbaum RL (2015) Community resilience interventions: participatory, assessment-based, action-oriented processes. *Am Behav Sci* 59(2): 238–253.
- Reghezza-Zitt, M., Rufat, S. (2015a). *Resilience Imperative: Uncertainty, Risks and Disasters*. London : Elsevier.
- Reghezza M., Rufat S. (2015b) L'adaptation en Île-de-France entre injonction et recyclage. Techniques et politiques de la société de l'incertitude, *Développement durable et territoires*, vol. 6, n°3.
- Reghezza, M., Rufat, S., Djament, G., Le Blanc, A., Lhomme, S. (2012). What resilience is not: uses and abuses. *Cybergeo: European Journal of Geography*.
- Revet S. (2009). Vivre dans un monde plus sûr. Catastrophes 'naturelles' et sécurité 'globale', *Culture et conflits*, vol. 75, n°3, 2009, p. 33-51.
- Rufat, S. (2018). Estimations de la résilience des territoires, sociétés, villes. Méthodes, mesures, validations. *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement*.
- Rufat S. (2011). *Critique de la résilience pure*. CNRS, HAL SHS.
- Rufat, S. (2010). Existe-t-il une "mauvaise" résilience?. *Résilience urbaines. Les villes face aux catastrophes*, 157-202.
- UN (2014) *Disaster resilience measurement. Stocktaking of ongoing efforts in developing systems for measuring resilience*. UNDP.
- UNISDR (2015) *The 10 essentials for making cities resilient*. Sendai Framework for Disaster Risk Reduction.
- Vale, L. J. (2014). The politics of resilient cities: whose resilience and whose city? *Building Research & Information*, 42(2), 191-201.
- Zhang, X., Li, H. (2018). Urban resilience and urban sustainability: What we know and what do not know?. *Cities*, 72, 141-148.